



crus.ch

Rektorenkonferenz der Schweizer Universitäten
Conférence des Recteurs des Universités Suisses
Conferenza dei Rettori delle Università Svizzere
Rectors' Conference of the Swiss Universities

Programme CUS 2013-2016 P-2
«Information scientifique: accès, traitement et
sauvegarde»

«White Paper for a Swiss Information Provisioning and Processing Platform 2020»

Rapport de consultation Version française abrégée

17 mars 2014, version abrégée : 28 mars 2014

Direction du programme:

roland.dietlicher@crus.ch, directeur du programme

gabi.schneider@crus.ch, directrice suppléante du programme

Site web: www.crus.ch/isci

Table des matières

1	Contexte	3
2	Destinataires et prises de position	4
3	Questions posées	7
4	Résumé	8
	Question 1 (vision, mission, conditions-cadres)	8
	Question 2 (recommandations d'aide)	8
	Question 3 (mesures de mise en œuvre)	8
	Question 4 (incitatifs et cadres de financement)	9
	Question 5 (correspondance avec ses propres projets)	9
	Question 6 (facteurs de succès critiques)	9
5	Prise de position du comité de pilotage	10
	Communication et stratégie nationale.....	10
	Élaboration des axes principaux, cadres de financement	10
	Trains de mesures vs. architecture/feuille de route.....	11
	Rang d'importance d'eScience	11
	Rang d'importance des licences nationales.....	12
	Open Access: Green > Gold.....	12
	Stratégie partielle «Organisation nationale»	13
6	Annexe: mesures de mise en œuvre	14

1 Contexte

Le «White Paper for a Swiss Information Provisioning and Processing Platform 2020» formule la stratégie de mise en œuvre du programme CUS P-2 «Information scientifique: accès, traitement et sauvegarde». Du 20 au 31 janvier 2014, des destinataires sélectionnés ont été invités à prendre position sur le contenu du White Paper. Les prises de position revêtaient la forme d'un questionnaire. Le délai de consultation étant très court, les destinataires avaient été préavisés par la direction du programme en novembre 2013 déjà.

Le délai de consultation a débuté en même temps que le premier appel à projets. Le White Paper a été publié le 20 janvier 2014 sur le site web du programme (<http://www.crus.ch/isci>), avec le dossier de l'appel à projets. Le site web rendait attentif au délai de consultation ainsi qu'aux destinataires sélectionnés et proposait aux autres personnes intéressées d'exprimer également leur point de vue sur le document.

2 Destinataires et prises de position

Destinataires	Prise de position	Renoncement	Sans réponse
Institutions			
Deutsche Forschungsgemeinschaft (DFG) ¹	X		
SURF – Collaborative organisation for ICT in Dutch higher education and research			X
Joint Information Systems Committee (JISC)		X	
Fonds national suisse (FNS)	X		
SATW – Académie suisse des sciences techniques	X (prise de position commune des Académies suisses des sciences)		
SAGW – Académie suisse des sciences humaines et sociales			
ASSM – Académie suisse des sciences médicales			
SCNAT – Académie suisse des sciences naturelles			
CDIP – Conférence suisse des directeurs cantonaux de l'instruction publique			X
KFH – Conférence des recteurs des hautes écoles spécialisées suisses	X		
FID – Commission spécialisée «Services informatiques» de la KFH	X		
FHB – Commission spécialisée des bibliothèques HES de la KFH	X		
SWITCH	X		
ASIUS – Association des services informatiques universitaires suisses	(3) ²		
Conférence des bibliothèques universitaires suisses (CBU)	X		
Consortium des bibliothèques universitaires suisses	(1) ³		
RERO – Réseau des bibliothèques de Suisse occidentale	X		
Bibliothèque nationale suisse (BNS)	X		

¹ Gruppe Wissenschaftliche Literaturversorgungs- und Informationssysteme

² Un groupe de l'EPFL; direction administrative, centre de calcul et bibliothèque de l'Université de Saint-Gall; centre de calcul de l'Université de Bâle

³ Présidente du comité de pilotage

Destinataires	Prise de position	Renoncement	Sans réponse
Commission de la Bibliothèque nationale suisse	X		
Conférence suisse des bibliothèques cantonales (CSBC)		X	
FORS – Centre de compétences suisse en sciences sociales			X
SystemsX – The Swiss Initiative in Systems Biology	X		
SIB – Swiss Institute of Bioinformatics	X		
Swiss Institute of Particle Physics (CHIPP)	X		
SwiNG – Swiss National Grid Association	X		
Memoriav – Association pour la sauvegarde de la mémoire audiovisuelle suisse	X		
Archives fédérales suisses (AFS)	X		
Autres			
Groupe stratégique E-Publishing (StratGroup EP)	X		
Groupe stratégique Working Environment (StratGroup WE)	X		
Groupe stratégique E-Learning	X (Educational Technology Working Group ETWG)		
Groupe stratégique Data Management (StratGroup DM)	X		
Groupe stratégique Cloud Computing			X
Groupe stratégique Identity Management		X	
Projet E-lib.ch			X
Projet Kooperative Speicherbibliothek			X
Projet AAA Learning Infrastructure		X	
Projet AAA Swiss Academic Compute Cloud (SwissACC)	X		
Prof. em. Alex N. Eberle	X		
Prof. Andrea Schenker-Wicki	X		
Total	28	4	6

Au total, 39 parties ont été invitées à prendre position sur le White Paper: trois organes d'encouragement/prestataires ICT à l'étranger, le Fonds national suisse et les Académies des sciences; la Conférence des directeurs cantonaux de l'instruction publique et la commission extra-parlementaire de la Bibliothèque nationale suisse; la Conférence des recteurs des hautes écoles

spécialisées suisses et ses commissions spécialisées pour l'informatique et les bibliothèques HES; les représentations et les groupes d'intérêt des centres de calcul et des bibliothèques scientifiques; SWITCH et différents fournisseurs d'informations de disciplines spécifiques. En outre, les groupes stratégiques responsables de la réalisation des stratégies partielles ont également été priés d'évaluer les résultats, de même que les responsables de différents projets précurseurs du programme CUS P-2. La professeure Andrea Schenker-Wicki était responsable de l'évaluation ex ante des projets de la CUS pour la période de subventionnement 2013-2016, le professeur émérite Alex N. Eberle est un ex-membre du comité de pilotage du programme CUS P-2 et du groupe de travail précédent (GT CPC-CRUS).

En tout, 28 prises de positions ont été déposées.

3 Questions posées

Les destinataires étaient priés de se prononcer sur des questions concrètes. Quatre des sept questions se référaient à certains chapitres du White Paper:

1. Avez-vous des remarques sur la vision, la mission et les conditions-cadres du programme? (section 1)
2. Quel jugement portez-vous sur les appréciations et les recommandations d'aide pour les champs d'activités (ou sélectionnés) du programme? (section 4)
3. Lesquelles des mesures de mise en œuvre définies sont, à votre avis,
 - a) particulièrement importantes pour la place scientifique suisse?
 - b) impraticables ou difficiles à réaliser? (section 5)
4. Les hautes écoles suisses sont essentiellement organisées au niveau cantonal ou régional. Le programme offre une aide de départ pour des services nationaux.
 - a) Les mesures de mise en œuvre proposées offrent-elles des incitatifs pertinents?
 - b) Le cadre de financement vous paraît-il clairement compréhensible? (section 5)
5. Les mesures de mise en œuvre proposées vous paraissent-elles correspondre aux projets, aux objectifs et aux priorités de votre propre organisation?
6. Quels sont, à votre avis, les facteurs de succès critiques du programme?
7. Remarques

Le rapport analyse les réponses aux questions 1 à 6.

4 Résumé

Question 1 (vision, mission, conditions-cadres)

Le cadre du programme CUS P-2 est jugé positivement à une grande majorité: l'intensification de la coopération, la perspective de créer un instrument d'encouragement durable, un surcroît d'efficacité et le renforcement de la compétitivité internationale sont des objectifs auxquels tous les participants peuvent s'associer. Mais certaines réserves ont été exprimées: le programme est trop peu concentré, il faut absolument tirer au clair les relations entre le programme et les autres instruments d'encouragement – nationaux et internationaux. La possibilité d'atteindre une durabilité sur la base du principe du partage des fonds à parts égales (matching funds) suscite des doutes.

Question 2 (recommandations d'aide)

En moyenne, l'intégration des stratégies partielles au sein d'une stratégie globale n'est pas (encore) considérée comme réussie. Les réactions portant sur l'*Identity Management* confirment le choix de SWITCH comme prestataire et l'importance d'une implication précoce des utilisateurs. – L'environnement de travail immédiat (*Working Environment*) est jugé important par les utilisateurs. L'attitude prudente du P-2 en matière de mise en œuvre est estimée compréhensible, mais elle a pour conséquence que les recommandations d'aide correspondantes paraissent «abstraites». – En raison des multiples facettes de ce champ d'activité, l'*E-Publishing* fait l'objet de commentaires variés et de controverses. Les bibliothèques se disent satisfaites et soulignent l'importance des contenus du programme CUS P-2, mais le rang de priorité accordé aux licences nationales doit être mieux étayé. Les recommandations du programme CUS P-2 sur l'Open Access sont soutenues, mais doivent être explicitées plus précisément. Les réactions dans le domaine des métadonnées révèlent des liens solides avec les projets. – L'*E-Learning* est considéré comme important, mais la faisabilité de la mise en œuvre de solutions nationales suscite des réserves. – Dans le champ d'activité *Data Management*, on souhaite atteindre des objectifs plus ambitieux et le cadre de financement prévu est jugé beaucoup trop étroit, même pour une procédure échelonnée. Même appréciation pour le *Cloud Computing*: les recommandations d'aide sont les bienvenues, mais le cadre de financement est jugé insuffisant.

Question 3 (mesures de mise en œuvre)

La mise en liaison des six champs d'activités (chapitre 4) et de l'«Organisation nationale» (chapitre 6) avec les principaux axes «Publications», «eScience», «Services» et «Base» au chapitre 5 est encore trop peu compréhensible dans le White Paper. Le cadre de financement de l'axe principal eScience est estimé insuffisant par la quasi-totalité des intervenants. Les appréciations quant aux mesures de mise en œuvre jugées «importantes» ou «difficiles à réaliser» sont analysées sous forme tabellaire. La formation d'une organisation nationale est plus particulièrement considérée comme difficile à réaliser.

Question 4 (incitatifs et cadres de financement)

Les solutions nationales sont clairement les bienvenues, mais le chemin est semé d'embûches. Les prises de position soulèvent des doutes considérables quant à la faisabilité des objectifs du programme sur la base des contributions de la Confédération liées à des projets. On remet ici en question la capacité du modèle d'aide à générer un marché fonctionnel entre prestataires et clients.

La priorisation des mesures de mise en œuvre et les cadres de financement doivent être expliqués: comment ont-ils été établis et dans quelle mesure ont-ils un caractère obligatoire? Ces questions restent peu claires pour de nombreux intervenants. Le cadre de financement prévu pour eScience, soit 3 millions de francs, ne paraît pas défendable, surtout en comparaison avec celui des «Publications». Les licences nationales, notamment, font figure de pierre d'achoppement: elles suscitent des controverses et sont parfois qualifiées de «corps étrangers» au sein du programme.

Question 5 (correspondance avec ses propres projets)

La large approbation des réponses à la question 5 s'accorde très bien avec l'adhésion majoritaire à la vision et à la mission du programme. L'analyse met ici en évidence les positions et les offres de collaboration des différentes parties prenantes et institutions.

Question 6 (facteurs de succès critiques)

Les prises de position permettent de dégager six facteurs de succès critiques pour le programme CUS P-2:

1. Avantages pour les clients: une plus-value claire et rapidement sensible
2. Coopération: implication de partenaires à tous les niveaux
3. Positionnement: mise en lumière de l'objectif de la politique de recherche et du soutien politique
4. Durabilité: création d'un marché fonctionnel entre prestataires et clients
5. Gouvernance: établissement d'une organisation nationale efficace
6. Communication: une communication professionnelle et conforme aux groupes cibles

5 Prise de position du comité de pilotage

Le comité de pilotage remercie les différentes parties pour leur prise de position complète. Il a pris connaissance de l'analyse de la consultation et a discuté des propositions d'adaptation du White Paper soumises par la direction du programme lors de sa séance du 5 mars 2014. Les résultats en sont résumés ci-après.

Communication et stratégie nationale

Dès le début de l'année, le secrétariat général de la Conférence universitaire suisse (CUS) a relevé que le White Paper était trop technique et ne convenait pas à l'établissement d'une entente avec l'organe politique. Avec le soutien de professionnels, la direction du programme en a alors réalisé une version résumée et mieux adaptée à la communication. Ce document intitulé «Concentration des forces dans l'information scientifique: stratégie nationale» sera soumis à la CUS le 3 avril 2014 pour approbation. La mise en œuvre du programme reste guidée par le White Paper, dont le comité de pilotage est responsable.

Au niveau du contenu, la version finale du «White Paper» et la «stratégie nationale» seront équivalents. Les explications suivantes sont donc valables pour les deux documents. Les versions finales des deux documents seront mises à disposition en allemand, en français et en anglais.

Élaboration des axes principaux, cadres de financement

Extrait des prises de position:

- *La détermination des quatre axes principaux sur la base des champs d'activités d'origine n'est pas clairement compréhensible.*
- *La répartition du cadre de financement entre les axes principaux suscite de fortes controverses; l'importance du cadre de financement n'est pas claire.*

La détermination des quatre axes principaux en fonction des stratégies partielles au chapitre 4 doit être mieux expliquée au chapitre 5 de la version définitive du White Paper.

Dans les stratégies partielles, quelques recoupements et interrelations entre les champs d'activités ont été éliminés. Afin de favoriser un traitement concluant et une priorisation, les recommandations d'aide pour la mise en œuvre ont été regroupées en trains de mesures. Les quatre axes principaux «Publications», «eScience», «Base» et «Services» se dégagent de l'architecture logique des infrastructures d'informations et de services visées, c'est-à-dire:

- deux «pools d'informations» – «Publications» et «eScience» – avec les mesures de mise en œuvre pour les données de recherche brutes ou traitées,
- l'axe «Base», avec les mesures organisationnelles et techniques nécessaires à la mise en place et à la gestion permanente de services électroniques d'envergure nationale, et

- l'axe «Services», avec les mesures de mise en œuvre qui s'appuient sur cette base et permettent le traitement et l'exploitation ultérieure de données de recherche, par exemple dans le domaine eLearning.

Les cadres de financement restent inchangés pour le lancement du programme. Ils ne reflètent pas l'importance absolue des quatre axes principaux, mais bien plutôt leur niveau de développement en relation avec la mise en place de services nationaux. C'est plus particulièrement le cas pour les mesures de mise en œuvre de l'axe eScience. Ici, les stratégies partielles ont clairement révélé que les services nationaux doivent se fonder sur des mesures locales. Or ce premier travail de mise en place ne nécessite l'aide du programme qu'au niveau de la conception.

Les cadres de financement n'ont donc ici qu'une pure valeur indicative. Les décisions seront prises, pour tous les axes principaux, sur la base de propositions de projets convaincants.

Trains de mesures vs. architecture/feuille de route

Extrait des prises de position:

- *On regrette l'absence d'une architecture claire et d'une feuille de route pour la mise en œuvre.*

Différentes prises de position relèvent, à juste titre, que l'objectif du programme – la mise en place de services nationaux dans l'enseignement supérieur suisse fédéraliste – constitue une contradiction. En effet, le programme CUS P-2 ne peut pas ordonner l'intensification de la mise à disposition commune de services. Il ne peut que tenter d'encourager les hautes écoles à adopter cette perspective et créer des incitatifs dans ce sens.

L'objectif du programme, soit l'utilisation commune et décentralisée de services nationaux offerts par des hautes écoles ou des institutions proches des hautes écoles, implique un changement d'attitude. Les hautes écoles doivent être disposées à intervenir sur un nouveau «marché», en tant que fournisseurs et clients. Cette nouvelle attitude doit être introduite progressivement: tant «top-down», par l'implication des organes de direction (CUS/CRUS, directions des hautes écoles) et des organes d'encouragement (SEFRI, FNS), que «bottom-up», par la mise à disposition d'offres de haute valeur.

La méthode développée par IBM Consulting – une architecture fonctionnelle avec des services nationaux génériques – a certes servi de suggestion pour l'élaboration des stratégies partielles. Mais elle ne peut servir que de modèle et ne doit pas être appliquée dans le cadre des services décentralisés avec une feuille de route classique.

Rang d'importance d'eScience

Extrait des prises de position:

- *Le cadre de financement (3 millions) pour eScience a été qualifié de nettement insuffisant.*

Comme indiqué plus haut, les cadres de financement pour les quatre axes principaux constituent des valeurs indicatives approximatives. eScience revêt une grande importance pour le programme. Mais les stratégies partielles ont montré que les données de recherche sont spécifiques aux disciplines et qu'il faut ici commencer par désigner les projets concrets et les équipes de recherche internationales.

C'est pourquoi, du point de vue des services nationaux, eScience est un secteur en développement. Le programme CUS P2 ne peut pas prendre en charge le travail de mise en place locale et doit soutenir des initiatives locales déjà solides. Le cadre de financement a donc été défini avec prudence.

Les passages de la stratégie partielle Data Management qui mettent en lumière cette situation seront formulés plus clairement dans la version définitive du White Paper. L'ampleur de l'aide d'eScience ne fera l'objet d'une décision définitive que sur la base des propositions de projets soumises.

Rang d'importance des licences nationales

Extrait des prises de position:

- *La priorité accordée aux licences nationales et ainsi l'importance du cadre de financement des «Publications» ne sont pas compréhensibles pour une majorité des intervenants.*
- *Les licences nationales sont des frais d'exploitation, des corps étrangers dans le programme.*

Un accès plus large aux publications commerciales, grâce à des licences nationales, est un souhait de longue date des bibliothèques universitaires – et en partie une réalité à l'étranger. Le comité de pilotage relève que l'approbation des investissements correspondants dépend d'une proposition de projet convaincante du consortium des bibliothèques universitaires suisses. Les prises de position montrent clairement les attentes liées à une telle proposition. Celles-ci doivent être prises en compte dans l'évaluation.

Lors des travaux préparatifs du programme, un espace a été sciemment réservé aux licences nationales. Il a ainsi été convenu que les investissements courants du Consortium des bibliothèques universitaires suisses dans des revues électroniques et des bases de données peuvent être considérés comme des fonds propres. La formulation selon laquelle les investissements dans des licences nationales seraient assumés en intégralité par le programme (EP-1) est donc trompeuse et sera adaptée dans la version finale du White Paper. En fait, les investissements dans des licences nationales sont réputés couverts par les investissements courants dans les licences.

Open Access: Green > Gold

Extrait des prises de position:

- *Dans l'axe principal «Publications», la priorisation de la voie verte et de la voie d'or de l'Open Access n'est pas clairement compréhensible.*

Les mesures de mise en œuvre relatives à l'Open Access tiennent compte du niveau de développement actuel dans les hautes écoles. De nombreux dépôts numériques (repositories) ont déjà été établis au niveau local et leur efficacité doit être optimisée; la priorité de la mise en œuvre réside donc dans la voie verte. Par ailleurs, il est prévu de soutenir des initiatives exemplaires de la voie d'or lorsque cela paraît judicieux pour l'élaboration de la stratégie ultérieure.

C'est pourquoi la priorité des mesures de mise en œuvre pour le Gold Open Access (EP-8 et EP-9) a été fixée au niveau 2 de la priorité de mise en œuvre.

Stratégie partielle «Organisation nationale»

Extrait des prises de position:

- *La gouvernance du programme, pendant sa durée et en tant que gage futur de durabilité, revêt un grand intérêt et n'est abordée que de manière ambivalente.*
- *La stratégie partielle n'est traitée qu'au chapitre 6 (Operating Model). Les mesures de mise en œuvre du chapitre 5 sont ignorées.*

Au niveau du contenu, le chapitre 6 (Operating Model), qui décrit la mise en place d'une organisation nationale, ne nécessite pas d'adaptation. Mais, pour améliorer la lisibilité du White Paper, il sera intégré dans le chapitre 4 (Strategy). L'introduction du chapitre 4 sera complétée en conséquence.

6 Annexe: mesures de mise en œuvre

(Version de consultation du 20 janvier 2014)

No.	Implementation action	Priority (1-3)	Phase (1-3)
Publications: CHF 22 million (until 2016), CHF 5 million per year (from 2017)			
EP-1	An application by the Consortium of Swiss Academic Libraries to purchase national licenses for selected publications. The application: a) explains the planned selection criteria b) is based on the DFG's funding criteria c) takes into consideration the changes to the Consortium's organization as a result of its new task Given the national importance of this proposal, SUC P-2 will pay the full license costs. The program assumes that the Consortium will support negotiations for open-access options for the current licenses.	1	1
EP-2	The establishment of a system for monitoring the publication behavior of researchers in Switzerland.	1	1
EP-4	Cooperation projects to improve communication about publishing terms and conditions and authors' rights.	1	1
EP-6	Projects to improve the interoperability of repositories and digitization platforms.	1	1
EP-8	Participation in the SNSF's or the universities' gold OA applications: Contributions to publishing costs, memberships of OA publishing houses, participation in disciplinary OA consortia.	1	1
EP-9	Converting publications owned by universities, scientific societies etc. to an open access model.	1	1
EP-10	Digitizing content of national relevance on an existing digitization platform that is open to participants (retro-seals, e-manuscripta, e-rara, Scriptorium, rero.doc etc.). The operators of the digitization platforms offer their services at full cost on the basis of a service level agreement (SLA).	1	1
EP-12	Cooperative projects for standards data	2	1
WE-2	Specifying and implementing a search solution for scientific publications and research data with a metadata hub and search engine, preferably as an extension to an existing solution. (Includes EP-11 and DM-6)	1	1
eScience: CHF 3 million (until 2016), CHF 1 million per year (from 2017)			
DM-1	The development of concepts for data lifecycle management, extracting and providing metadata, and long-term storage and archiving. The concepts must define the necessary processes, interfaces and guidelines.	1	1
DM-2	The expansion of established local solutions to create services which meet the requirements defined in DM-1 and allow for sustainable operation because of the users and the business case.	1	2

No.	Implementation action	Priority (1-3)	Phase (1-3)
DM-3	Pilot projects which use the services on offer.	1	2
DM-4	The establishment of a support body for data management and cloud computing questions (e-Science team). (Includes CC-4)	1	1
DM-5	Training modules on data management and metadata.	1	2
CC-5	Training modules for the use of cloud resources.	1	1
Basis: CHF 7 million (until 2016), CHF 3 million per year (from 2017)			
IM-1	SWITCH is invited to submit a project application for the development of the Swiss edu-ID on the basis of the Identity Management sub-strategy. The application must: a) take into consideration the requirements presented by the other fields of activity b) propose a well-supported advisory board for appointments c) include a business plan for the operation of a Swiss edu-ID d) justify the subsidy that has been applied for and the proposed own funding (the subsidy and the own funding must be kept separate, taking into consideration the business plan for operation)	1	1
IM-2	Pilot applications for linking community identifiers (such as ORCID) with identity management.	2	2
IM-3	The development of systems which allow for the authentication and authorization of non-web resources via the interface to the Swiss edu-ID.	2	2
WE-1	Service platform: Requirements specification and evaluation of a software platform for the management interface, definition of a standard for the inclusion and management of services and establishing the interfaces and guidelines.	2	2
WE-3	Specification and implementation of a group administration system which supports digital rights management and the administration of roles and subgroups, together with work scenarios. The solution provides interfaces that allow other services to use the group administration system.	2	2
WE-4	If required: Creation of the development and execution platform.	3	3
WE-7	If required: Creation of a self-registration function for the service catalog.	3	2
EP-3	The establishment of competence centers for copyright and authors' rights, as well as rights to data and open access. Potential candidates are invited to apply. (Proposals which exploit synergies with other fields of activity will be given priority.) (Includes EL-5)	1	1
CC-1	The development of cloud services on a national level (service description, SLA, Marketing, advisory board). However, the infrastructure costs must be paid by the service users (business case).	1	1
CC-2	Cooperative integration projects which involve aspects of cloud computing and propose or implement solutions. The subject areas include access management, reporting, charging, legal solutions, hybrid cloud and integration into international e-infrastructures.	1	2

No.	Implementation action	Priority (1-3)	Phase (1-3)
NO	Program office/national organization	1	1
Services: CHF 5 million (until 2016), CHF 1 million per year (from 2017)			
WE-5	If required: Creation of a personalized working environment with a cockpit that gives access to services and information.	3	3
WE-6	If required: Integration of services which support cooperation (collaborative functions) and data management (lifecycle management, reuse of research data).	3	2
EP-5	Providing access to existing high-quality repositories for interested researchers in Switzerland as a national service.	2	1
EP-7	Opening up open access publishing platforms (for example on the basis of Open Journal Systems) as a national service.	2	1
EL-1	The ongoing development (investment costs) of cooperative, interoperable solutions which will not be subject to competition from commercial solutions in the foreseeable future.	2	1
EL-2	The expansion of local services to create services open to participants.	2	1
EL-3	Additional costs (investment costs) of solutions of this kind.	2	1
EL-4	Cooperative pilot projects for solutions open to participants in new requirement areas (see the action items in e-assessment and knowledge transfer).	2	1
CC-3	Pilot projects which use the cloud services on offer.	1	2
Total funding grants: CHF 37 million (until 2016). Approximately CHF 10 million will be required each year from 2017.			